

ASS/GF/II/MG

2026-13

**VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**SÉANCE DU 24 FÉVRIER 2026**

<b>OBJET : APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 26 JANVIER 2026</b>			
Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 24	Nombre de votants : 30	Date de la convocation : 18 février 2026

L'an deux mille vingt-six, le vingt-quatre février à dix-huit heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est rassemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, Mme Sophie BIRKENER, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Mireille SANTINI, M. Fabrice CASTELEYN, Mme Béatrice ARNAUD, M. Denis PROVENT, Mme Corinne ROLLAND

Étaient absents :

M. Guy VIVÈS, Mme Sylvie DANRÉ, M. Dominique JOLIS, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Sylvie FUMET, M. Laurent ROUGÉ, Mme Valérie FERRET, Mme Marie-Claude MARTINEZ, Mme Marion FORATO

Avaient donné mandat :

M. Dominique JOLIS à Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Jean-Claude LAVAUD à Mme Martine JAFFUS, Mme Sylvie FUMET à M. Bernard FUMET, Mme Valérie FERRET à M. Jean-Paul PUJOL, Mme Marie-Claude MARTINEZ à M. Thierry DENARD et Mme Marion FORATO à M. Rémi PÉNAVAIRE

QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Gérard FORCADA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : William COMBES

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

**DOSSIER N° 1**

CONSEIL MUNICIPAL DU 26 JANVIER 2026

PÔLE : SERVICE DES ASSEMBLÉESTHÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALESRAPPORTEUR : Gérard FORCADAOBJET : APPROBATION DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 11 DÉCEMBRE 2025

Voir le dossier envoyé

**DOSSIER N° 2**

CONSEIL MUNICIPAL DU 26 JANVIER 2026

PÔLE : SERVICE DES ASSEMBLÉESTHÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALESRAPPORTEUR : Gérard FORCADAOBJET : LISTE DES DÉCISIONS DU MAIRE PRISES DANS LE CADRE DE L'ARTICLE L. 2122-22 DU CGCT PAR DÉLÉGATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 2122-22, L. 2122-23, L. 2121-29 et suivants ;

Vu la délibération n° 2020-167 du 24 septembre 2020 portant délégation d'attributions du Conseil municipal au Maire ;

Je vous rends compte des décisions suivantes prises conformément à la délégation d'attributions du Conseil municipal en ma faveur :

2025-68	15/12/2025	Décision de conclure avec l'INRAP une convention relative à la réalisation du diagnostic d'archéologie préventive dénommé "Lézignan-Corbières (AUDE)" avant l'aménagement du Square BELTRAME. Cette convention a pour objet de définir les modalités de réalisation de recherches archéologiques préventives et les droits et obligations respectifs des parties. La commune devra mettre à disposition le terrain concerné à une date communiquée par l'INRAP.
2025-69	16/12/2025	Décision de prolonger la mise à disposition au bénéfice d'une personne ayant subi des violences intrafamiliales, d'un bien meublé appartenant au domaine privé de la Commune de Lézignan-Corbières, sis 6 rue du Château et cadastré sous le n° 138 de la section AD, à partir du 26 décembre 2025 pour une durée d'1 mois. Une convention de mise à disposition à titre onéreux a été signée par les parties (330 euros par mois).
2026-01	05/01/2026	Décision de procéder à un mouvement de crédits de chapitre à chapitre sur le Budget 2025 de la commune pour un montant de 1 139,53 euros (Chapitre 65 au chapitre 66), les crédits votés à l'article 66112 - Intérêts - rattachement des intérêts courus non échus étant insuffisants. Cette délégation de compétence a été attribuée par le conseil municipal le 15 avril 2025 par la délibération n° 2025-52.

2026-02	12/01/2026	Décision de passer un accord cadre à bon de commande selon une procédure sans publicité ni mise en concurrence concernant la formation CACES pour les agents de la mairie de Lézignan-Corbières avec l'entreprise ASFO GRAND SUD, située 24 rue Evariste Galois à ALBI, celle-ci ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse. Ce marché est d'un montant de 70 000 € HT et d'une durée de 15 mois à compter du 3 décembre 2025.
2026-03	13/01/2026	Décision de conclure avec Me GERMAIN-MOREL une convention d'honoraires relativement à des conseils et un accompagnement de nature juridique dans le cadre d'une procédure juridictionnelle devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER pour un montant maximal total de 3 600 euros H.T. soit 4 320 euros T.T.C.

Il est demandé au Conseil municipal de prendre acte de la communication de ces informations

### **DOSSIER N° 3**

CONSEIL MUNICIPAL DU 26 JANVIER 2026

PÔLE : DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES

THÈME : GESTION DU DOMAINE FONCIER COMMUNAL

RAPPORTEUR : Michel MASUYER

OBJET : CESSION D'UN IMMEUBLE COMMUNAL À UN PARTICULIER – PARCELLE AC 182 – ANNEXE

Vu l'article L. 2241-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article L. 3211-14 du Code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu l'avis du Pôle d'Evaluation Domaniale de l'État du 3 octobre 2025 ;

Vu la demande d'acquisition formulée par M. et Mme F. à l'attention du Maire le 19 mai 2025 ;

La commune est propriétaire d'un bien immobilier sur la parcelle cadastrée section AC numéro 182 d'une contenance de 74 m<sup>2</sup> situé 3, avenue de l'Égalité. Cet immeuble est vacant depuis plusieurs années.

M. et Mme F., par courriel en date du 19 mai 2025, ont fait part à la commune de leur intérêt d'acquérir ledit bien immobilier, qui jouxte leur propriété sise sur la parcelle cadastrée section AC numéro 730.

Le prix de vente est fixé à 12 000,00 € (douze mille euros).

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

**1/ D'approuver** la cession du bien immobilier cadastré section AC numéro 182 au prix de 12 000,00 € (douze mille euros), les frais de mutation étant à la charge du preneur.

**2/ D'autoriser** Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération, notamment l'acte authentique qui sera établi par un notaire désigné par le preneur et dont la signature devra intervenir avant le 30 septembre 2026. À défaut, l'offre de vente deviendra caduque.

Il convient d'en délibérer.

### **DOSSIER N° 4**

CONSEIL MUNICIPAL DU 26 JANVIER 2026

PÔLE : RESSOURCES

**THÈME : FINANCES**

**RAPPORTEUR : Gérard FORCADA**

**OBJET : ADMISSION EN NON-VALEUR DE CRÉANCES ÉTEINTES – ANNEXE**

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L 2541-12-9°,

Vu la délibération n° 2025-051 du 15 avril 2025 portant vote du budget primitif du budget principal,

Considérant qu'il y a lieu de procéder à la régularisation des créances éteintes pour l'exercice 2022,

Dans le cadre de l'apurement périodique des comptes entre l'ordonnateur et le comptable, le SGC Narbonne a proposé l'admission en non-valeur d'un certain nombre de créances détenues par la ville de Lézignan-Corbières sur des débiteurs dont l'insolvabilité ou la disparition sont établies. Ces admissions en non-valeur entrent dans la catégorie des actes de renonciation et de libéralité qui, en vertu de l'article L. 2541-12-9° du Code général des collectivités territoriales, sont soumis à l'approbation du Conseil municipal.

Les recettes à admettre en créances éteintes pour l'exercice 2022 (compte 6542) s'élèvent à : 276,22 €

A l'appui de ses demandes et avec le concours des services ordonnateurs, le SGC Narbonne a fourni les justificatifs qui permettent de proposer ces admissions en non-valeur et en créances éteintes.

Il est demandé au Conseil municipal :

**1/ De valider** ces créances admises en créances éteintes (compte 6542) : 276,22 € conformément aux justificatifs joints.

**2/ D'autoriser** M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 5**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 26 JANVIER 2026**

**PÔLE : RESSOURCES**

**THÈME : FINANCES**

**RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA**

**OBJET : MISE EN OEUVRE D'AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT DE NOUVELLES DÉPENSES AVANT LE VOTE DU BUDGET PRINCIPAL, DU BUDGET EAU POTABLE ET DU BUDGET ASSAINISSEMENT 2026**

Vu l'article L. 1612-1 du Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation,

Vu la circulaire NOR/INT/B/89/00017/C du 11 janvier 1989,

Le budget principal et les budgets annexes seront soumis à l'approbation du conseil municipal avant la date limite prévue du vote soit le 30 avril 2026.

Jusqu'à l'adoption de ce budget, et conformément à l'article L. 1612-1 du Code général des collectivités territoriales, l'exécutif de la collectivité est en droit de mettre en recouvrement les recettes et mandater les dépenses de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Concernant les dépenses de la section d'investissement, l'article prévoit la possibilité, sur autorisation de l'organe délibérant et jusqu'à l'adoption du budget, d'engager, de liquider et de mandater ces dépenses dans

la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. Cette disposition appelle les commentaires suivants :

-Il ne s'agit pas à proprement parler d'une inscription de crédits dans la mesure où cette inscription n'intervient que lors de l'adoption du budget. Ainsi, l'assemblée délibérante autorise l'ordonnateur à engager, liquider et mandater des dépenses d'équipement pour des dépenses qu'elle précise jusqu'à concurrence d'un montant déterminé et s'engage à ouvrir les crédits correspondants lors de l'adoption du budget.

-L'assemblée délibérante peut prendre une ou plusieurs délibérations ayant un tel objet. Pour chaque dépense qu'elle autorise, l'assemblée délibérante en précise le montant et l'affectation. Par affectation, il faut entendre la détermination des dépenses d'investissement autorisées et la ventilation des sommes correspondantes aux chapitres et articles budgétaires d'imputation. En conséquence, l'ordonnateur ne peut faire de virements (ou de réaffectations) portant sur les différentes autorisations de dépenses que lui a accordées l'assemblée délibérante.

Les montant des crédits pouvant être engagé apparaissent, en accord avec les services du SGC, comme suit :

<b>BUDGET PRINCIPAL - DÉPENSES</b>		
	<b>BP 2025</b>	<b>2026</b>
Fonctionnement	19 518 353.00	19 518 353.00
Investissement	8 653 852.00	2 163 463.00
<b>BUDGET ASSAINISSEMENT - DÉPENSES</b>		
	<b>BP 2025</b>	<b>2026</b>
Fonctionnement	720 783.00	720 783.00
Investissement	632 275.00	158 069.00
<b>BUDGET EAU POTABLE - DÉPENSES</b>		
	<b>BP 2025</b>	<b>2026</b>
Fonctionnement	1 456 396.00	1 456 396.00
Investissement	1 507 118.00	376 780.00

L'article L1612-1 du CGCT prévoit que l'autorisation doit préciser le montant et l'affectation des crédits.

Les crédits sont ainsi affectés :

#### Budget Ville

Chapitre	Libellé chapitre	Montant	25% en 2026
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	380 000	95000
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	592 102	148025
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	7 011 123	1752781
26	TITRES ET VALEURS	28 300	7075
27	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES	30 000	7500
40	OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE LES SECTIONS	12 664	3166
41	OPERATIONS PATRIMONIALES	311 072	77768
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	288 591	72148
		8 653 852	2 163 463

#### Budget Assainissement

Chapitre	Libellé chapitre	Montant	25% en 2026
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	30 552	7 638
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	464 348	116 087
40	OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE LES SECTIONS	137 375	34 344
		632 275	158 069

#### Budget Eau Potable

Chapitre	Libellé chapitre	Montant	25% en 2026
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	18 000	4 500
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	130 513	32 628
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	1 340 923	335 231
40	OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE LES SECTIONS	17 682	4 421
		1 507 118	376 780

Il est demandé au Conseil municipal :

**1/ D'approuver** la mise en œuvre des autorisations d'engagement de nouvelles dépenses en 2026 pour le budget principal, le budget assainissement et le budget eau potable, dans les limites fixées ci-dessus, dans l'attente du vote des budgets 2026.

**2/ D'autoriser** M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

#### DOSSIER N° 6

CONSEIL MUNICIPAL DU 26 JANVIER 2026

PÔLE : RESSOURCES

**THÈME : FINANCES**

**RAPPORTEUR : Gérard FORCADA**

**OBJET : ACOMPTE DE SUBVENTION AUX ASSOCIATIONS**

Vu l'article L. 1612-1 du Code Général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000-321 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la délibération 2025-38 du 04 avril 2025 validant la signature de conventions d'objectifs avec certaines associations de la ville ;

Vu la demande formulée par le président du FCL auprès de M. le Maire le 12 janvier 2026,

Le Conseil municipal a en son temps approuvé la signature des conventions pluriannuelles d'objectifs avec les associations les plus importantes de notre ville, et ce en application de la loi du 12 avril 2000. Le conseil municipal a été sollicité pour reconduire ce dispositif et a donné son accord.

Ces conventions prévoient dans leur article 4 la possibilité de verser des avances avant le 31 mars de l'année en cours (sur demande des associations) et avant le vote du budget, ainsi que la possibilité de payer les subventions par acomptes.

En vertu de l'article L. 1612-1 du CGCT et en application de ces conventions, ainsi que de la jurisprudence, il est demandé au conseil municipal d'approuver le versement d'avance sur subvention au profit de l'association suivante sur le budget 2026 : FCL pour 50 000 €

Cette avance sera prélevée sur l'article 65748 du budget principal 2026, et déduite du montant définitif de ces subventions qui seront validées ultérieurement.

Il est donc demandé au Conseil municipal :

**1/ D'autoriser le versement d'acompte sur la subvention 2026 suivant : FCL : 50 000€**

**2/ De dire que les crédits seront inscrits au budget primitif 2026 – compte 65748.**

**3/ D'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.**

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 7**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 26 JANVIER 2026**

**PÔLE : DÉVELOPPEMENT ET POPULATION**

**THÈME : CITOYENNETÉ ET POPULATION**

**RAPPORTEUR : Christine BÉNET**

**OBJET : CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE ENTRE LA COMMUNE ET LA CAF 2026-2030 – ANNEXE**

Vu les articles L. 263-1, L. 223-1 et L. 227-1 à 3 du Code de la sécurité sociale ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté du 3 octobre 2001 relatif à l'Action sociale des Caisses d'allocations familiales (CAF) ;

Vu la loi du 18 décembre 2023 pour le plein emploi ;

Vu le décret n°2021-1644 du 14 décembre 2021 relatif à la gouvernance des services aux familles et au métier d'assistant maternel ;

Vu le décret n° 2025-253 du 20 mars 2025 relatif au schéma pluriannuel de maintien et de développement de l'offre d'accueil du jeune enfant prévu à l'article L. 214-1-3 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu la Convention d'objectifs et de gestion (Cog) arrêtée entre l'Etat et la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF) ;

Vu la délibération du conseil d'administration de la Caf de l'Aude en date du 16 Décembre 2025 concernant la stratégie pluriannuelle de renouvellement des CTG ;

La Convention Territoriale Globale (CTG) est une démarche stratégique partenariale qui a pour objectif d'élaborer le projet de territoire pour le maintien et le développement des services aux familles, et la mise en place de toute action favorable aux allocataires dans leur ensemble. Elle s'appuie sur un diagnostic partagé avec les partenaires concernés, pour définir les priorités et les moyens dans le cadre d'un plan d'actions adapté. Elle s'appuie également sur les documents de diagnostic et de programmation que constituent les différents schémas départementaux.

Elle a pour objet :

- D'identifier, dans le cadre du diagnostic partagé, les besoins prioritaires et les besoins non satisfaits sur la commune et/ou la communauté de communes (CCRLCM) ;
- De définir un plan d'actions et une programmation permettant d'identifier les champs d'intervention à privilégier au regard de l'écart offre/besoin et de développer des actions nouvelles permettant de pérenniser et d'optimiser l'offre de services existante, par une mobilisation des cofinancements ;
- De suivre la mise en œuvre du plan d'actions et de mesurer les impacts du processus.

Véritable démarche d'investissement social et territorial, la CTG favorise ainsi le développement et l'adaptation des équipements et services aux familles, l'accès aux droits et l'optimisation des interventions des différents acteurs.

La CTG peut couvrir, en fonction des résultats du diagnostic, les domaines d'intervention suivants : petite enfance, enfance, jeunesse, parentalité, accès aux droits et aux services, inclusion numérique, animation de la vie sociale, logement, handicap, accompagnement social.

Sur le plan financier, la convention prévoit que les ETP des 3 chargés de coopération de la CCRLCM et de la ville de Lézignan-Corbières représentent 48 000 euros (montant prévisionnel).

Il est demandé au Conseil Municipal :

**1/ D'approuver** la Convention Territoriale Globale entre la commune et la CAF pour la période 2026-2030

**2/ D'autoriser** Monsieur le Maire à signer ladite convention et à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 8**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 26 JANVIER 2026**

**PÔLE : RESSOURCES**

**THÈME : GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**

**RAPPORTEUR : Gérard FORCADA**

**OBJET : CRÉATION D'UN POSTE PERMANENT D'ARCHITECTE**



Vu le Code général de la fonction publique ;  
Vu le Code général des collectivités territoriales ;  
Vu le décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir des emplois permanents de la fonction publique territoriale ouverts aux agents contractuels ;  
Vu le tableau des effectifs existant ;  
Vu les crédits inscrits au budget ;  
Considérant que les besoins du service nécessitent la création d'un emploi permanent d'architecte,

La création d'un emploi d'architecte à compter du 1<sup>er</sup> mars 2026 est nécessaire pour mener à bien les missions de gestion interne des bâtiments des services techniques de la commune. En effet, le poste d'architecte permettra d'établir un plan d'action en matière de développement, d'entretien et de maintenance des bâtiments. À plus long terme, ce poste pourra favoriser la mise en place d'une stratégie de modernisation et de rénovation en matière de patrimoine bâti. Ce poste nécessite un fort niveau d'expertise et de technicité pour exercer les missions attendues.

Cet emploi est ouvert aux fonctionnaires relevant du grade d'Ingénieur. Il s'agit d'un emploi de catégorie A. Il pourra être occupé par un agent contractuel recruté à durée déterminée pour une durée maximale d'un an en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article L. 332-14 du Code Général de la Fonction publique.

La durée pourra être prolongée, dans la limite d'une durée totale de 2 ans, lorsque, au terme de la durée fixée au 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article L332-14 du Code Général de la Fonction publique, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'a pu aboutir.

L'agent assurera les fonctions d'architecte à temps complet pour une durée hebdomadaire de service de 35/35<sup>ème</sup>.

La rémunération sera basée sur la grille indiciaire de la fonction publique territoriale et déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

**1/ D'approuver** la création d'un emploi permanent d'architecte.

**2/ D'autoriser** M. le Maire à procéder au recrutement d'un agent qui sera affecté à cet emploi et à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

**3/ D'inscrire** au budget les crédits correspondants.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 9**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 26 JANVIER 2026**

**PÔLE : RESSOURCES**

**THÈME : RESSOURCES HUMAINES**

**RAPPORTEUR : Gérard FORCADA**

**OBJET : ACTUALISATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS**

Vu le code général des collectivités territoriales ;  
Vu l'article L. 313-1 du Code général de la fonction publique ;  
Vu le décret n°91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet,  
Considérant la nécessité de mettre à jour le tableau des effectifs ;

Considérant que les crédits correspondants sont prévus au budget 2026

La mise à jour du tableau des effectifs permet de tenir compte des mouvements de personnels titulaires et non titulaires sur tout type de postes, nécessaire au fonctionnement des services.

Tous les postes mentionnés dans ce tableau des effectifs sont confirmés dans leur création.

(Tableau joint à la NES)

Il est ainsi demandé au Conseil Municipal :

**1/ D'approuver** le nouveau tableau des effectifs présenté ci-dessus.

**2/ D'autoriser** M. le Maire à prendre les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

#### **DOSSIER N° 10**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 26 JANVIER 2026**

**PÔLE : SERVICE DES ASSEMBLÉES**

**THÈME : QUESTIONS DIVERSES**

**RAPPORTEUR : Gérard FORCADA**

**OBJET : MOTION DE SOUTIEN POUR LA LIBERTÉ LOCALE ET LES MOYENS D'AGIR DES COMMUNES PROPOSÉE PAR L'AMF**

La liberté locale est la condition d'une démocratie vivante et d'une action publique efficace. Or la liberté locale, et les moyens dont disposent les collectivités pour mettre en œuvre leurs politiques à destination des habitants, sont mis à mal par un État toujours plus centralisateur, qui ne se réforme pas. Ce centralisme, qui éloigne la décision et l'action publiques des citoyens, est pourtant l'une des causes des problèmes du pays, y compris des finances publiques.

À l'occasion du 107e Congrès des maires, l'Association des Maires de France et des présidents d'intercommunalité a lancé un appel à la liberté locale, à partir de principes qui en garantissent l'effectivité, ainsi que de propositions concrètes.

La commune de LÉZIGNAN-CORBIÈRES partage ces propositions pour redonner immédiatement du pouvoir d'agir aux communes et intercommunalités, par :

- **La libre administration des collectivités.** Elle implique de renoncer à toute tutelle de l'Etat ou d'une autre collectivité ;
- **L'autonomie financière et fiscale,** donc la compensation intégrale des compétences transférées et la redéfinition des ressources propres qui doivent être prépondérantes dans les ressources des collectivités ;
- **La subsidiarité,** qui confie par principe à l'échelon le plus proche du citoyen le pouvoir de décision.

Pour les communes, la subsidiarité implique la protection de la clause de compétence générale. Le respect de la subsidiarité exclut également toute « différenciation » des compétences entre collectivités d'une même catégorie. La commune de LÉZIGNAN-CORBIÈRES s'oppose à toute mesure qui contreviendrait à ces principes fondamentaux.

Par ailleurs, pour retrouver du pouvoir d'agir immédiatement, la commune soutient les propositions de l'AMF sur :

- **Le pouvoir réglementaire local,** pour adapter les textes aux réalités locales et alléger le poids des normes nationales ;
- **Un moratoire sur toute nouvelle contrainte** qui réduirait les moyens d'action des communes ;

- Une réduction des normes et un allègement des procédures inutilement complexes et coûteuses, notamment en termes d'urbanisme et de commande publique, afin de débloquer les projets. Faire un projet devrait être plus simple, plus rapide et moins onéreux en 2025 qu'il y a 20 ans, et pourtant, c'est l'inverse qui se produit.

Enfin, le pouvoir d'agir implique des moyens. L'État doit tenir sa parole. Dans le projet de budget présenté pour 2026, cela impose :

- La suppression du DILICO (Dispositif de Lissage conjoncturel des recettes fiscales des Collectivités territoriales), qui ne devait être instauré que pour un an mais qui serait finalement reconduit et aggravé. Le DILICO a été instauré par la loi de finances pour 2025 afin d'assurer les prélèvements obligatoires sur les collectivités et aider au redressement des finances publiques.

- La suppression de la réduction de la compensation des impôts économiques supprimés, qui avait pourtant été annoncée comme garantie "à l'euro près" ;

- La suppression des modifications du FCTVA, qui doit demeurer un remboursement ;

- La suppression des coupes budgétaires envisagées dans la mission Outre-mer ;

- La suppression du gel de la DGF (Dotation Globale de Financement) et des baisses de crédits dédiés aux collectivités ;

- La suppression de l'augmentation des cotisations CNRACL, qui n'est pas le seul moyen de rétablir son équilibre financier.

Les communes et intercommunalités ont démontré leur solidité au cours de ce mandat face à toutes les crises. Notre nation a besoin d'un État fort sur ses missions essentielles et des communes libres.

**À l'heure où le pays traverse une nouvelle crise politique et budgétaire, il est urgent de régénérer l'action publique et la démocratie par la liberté locale et la confiance.**

Il est demandé au Conseil municipal de se prononcer sur cette motion.

Il convient d'en délibérer.

## **TENEUR DES DISCUSSIONS**

**Monsieur le Maire ouvre la séance à 18h30**

**M. FORCADA :** Mesdames, Messieurs, bonsoir. J'espère que tout le monde est là. D'abord, on va faire l'appel. William COMBES va s'en charger. Il sera le secrétaire de séance.

**Désignation de la secrétaire ou du secrétaire de séance**

M. William COMBES est désigné comme secrétaire de séance.

M. William COMBES procède à l'appel des présents.

**M. FORCADA :** Merci, le quorum est atteint, nous pouvons commencer.

**1. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 11 décembre 2025**

**M. FORCADA :** Dossier numéro 1, c'est l'approbation de la séance du Conseil municipal du 11 décembre. Est-ce qu'il y a des remarques ? Non, donc qui est contre ? Qui s'abstient ?

Le vote est ouvert.

Une abstention, c'est adopté, merci.

**Sur présentation de son rapporteur,**

**Le Conseil Municipal après en avoir délibéré**

**Approuve à la majorité sans question ni observation par 27 voix pour et 1 abstention**

**FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES**

**2. Liste des décisions du Maire prises dans le cadre de l'article L. 2122-22 du CGCT par délégation du Conseil municipal**

**M. FORCADA :** Dossier numéro 2, la liste des décisions du Maire, il y en a cinq.

Donc première décision, ça concerne les recherches préventives archéologiques pour le Square Beltrame. La deuxième, c'est la prolongation de la mise à disposition aux bénéfices des personnes victimes de violences au 6 rue du Château. Ensuite, la décision de procéder à un mouvement de crédit de chapitre à chapitre, c'est 1 139,53 €, c'est pour les intérêts de rattachement des intérêts courus, à la suite de la décision du 15 avril 2025. La quatrième décision, c'est l'accord-cadre pour les formations des agents de la Collectivité pour les CACES, donc c'est un montant de 70 000 € pour 15 mois, concernant les différentes formations. Et la dernière, c'est la décision avec Maître GERMAIN-MOREL pour la commission d'honoraires relative à des conseils et à un accompagnement de nature juridique, pour un montant de 4 320 € TTC.

Je vous demande d'en prendre acte.

**Le Conseil municipal prend acte sans question ni observation**

**Gestion du domaine communal**

**3. Cession d'un immeuble communal à un particulier – Parcelle AC 182**

**M. FORCADA :** Monsieur Michel MASUYER pour le numéro 3.

**M. MASUYER :** Oui, cession d'un immeuble communal à un particulier.

Vu l'article du Code général des collectivités territoriales, vu l'article du Code général de la propriété des personnes publiques, vu l'avis du Pôle d'évaluation domaniale de l'état, vu la demande d'acquisition formulée par Monsieur et Madame F. à l'attention du Maire le 19 mai 2025.

La commune est propriétaire d'un bien immobilier sur la parcelle cadastrée section AC numéro 182 d'une superficie de 74 m<sup>2</sup> situé 3 avenue de l'Égalité. Cet immeuble est vacant depuis plusieurs années.

Monsieur et Madame F., par courriel en date du 19 mai 2025, ont fait part à la commune de leur intérêt d'acquérir ledit bien immobilier, qui jouxte leur propriété sise sur la parcelle cadastrée section AC numéro 730.

Le prix de vente est fixé à 12 000 € (douze mille euros).

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1/ D'approuver la cession du bien immobilier cadastré section AC 182 au prix de 12 000,00 € (douze mille euros), les frais de mutation étant à la charge du preneur.

2/ Ensuite, d'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération, notamment l'acte authentique qui sera établi par un notaire désigné par le preneur et dont la signature devra intervenir avant le 30 septembre 2026. À défaut, l'offre de vente deviendra caduque.

Il convient d'en délibérer.

**M. FORCADA :** Des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

27 pour, une abstention. Merci, c'est adopté.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à la majorité par 27 voix pour et 1 abstention**

## **Finances**

### **4. Admission en non-valeur de créances éteintes**

**M. FORCADA :** Dossier numéro 4, l'admission en non-valeur de créances éteintes. Le montant, comme d'habitude chaque année, est repris. Pour cette fois-ci c'est 276,22 €. Il y a des questions là-dessus ? Je passe au vote. On y va, s'il vous plaît.

27 pour, une abstention. Merci, c'est adopté.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à la majorité par 27 voix pour et 1 abstention**

### **5. Mise en œuvre d'autorisations d'engagement de nouvelles dépenses avant le vote du budget principal, du budget eau potable et du budget assainissement 2026**

**M. FORCADA :** La mise en œuvre d'autorisations d'engagement de nouvelles dépenses avant le vote du budget principal, du budget eau potable et du budget assainissement.

Comme d'habitude, chaque année, pour l'ouverture de la nouvelle année, on reporte 100 % du fonctionnement pour 19 511 353 € et 25 % des investissements pour 2 163 463 €.

Est-ce qu'il y a des remarques là-dessus ? Monsieur PENAVAIRE.

**M. PENAVALAIRE :** Cette délibération est la condition de la continuité de l'administration et de l'action municipale, c'est une constante que nous votons tous les ans avant le vote du budget. Elle est importante, parce qu'elle permet l'engagement des nouvelles dépenses avant le vote des différents budgets, qui doit avoir lieu, vous l'avez écrit dans la délibération, avant le 30 avril.

Nous sommes actuellement en campagne pour le renouvellement du Conseil municipal, et sept semaines nous séparent du premier tour. L'exigence de transparence envers nos concitoyens et la démocratie gagnerait à rendre public le compte administratif et le compte de gestion de l'année 2025, ce que je suis persuadé, vous allez faire.

**M. FORCADA :** Oui, ce sera fait lors du vote du budget, bien sûr, ça ne posera aucun problème. On va passer au vote.

26 pour, deux abstentions. Adopté. Merci.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à la majorité par 26 voix pour et 2 abstentions**

#### **6. Acompte de subvention aux associations**

**M. FORCADA :** Un acompte de subvention pour l'association FCL XIII, qui comme chaque année, nous demande à une avance, une partie bien entendu, pour un montant de 50 000 €.

Il y a des questions là-dessus ? Il y en a une.

**M. PROVENT :** Bonsoir, Monsieur le Maire, Mesdames, Messieurs. Le constat est accablant. Encore une fois, ce soir, l'absence criante de vos élus est là pour le rappeler. Sur 25 élus, à peine 15 sont présents. Vous n'êtes même plus en mesure de garantir le quorum et vous devez compter sur l'opposition pour faire voter vos propres décisions. C'est une situation grave et préoccupante pour la démocratie locale.

Lors du Conseil du 4 novembre, nous avons quitté la séance en signe d'avertissement. Aujourd'hui, nous choisissons de siéger uniquement par sens des responsabilités et pour ne pas paralyser l'institution. Il faut voter les autorisations de dépenses avant le vote du budget et ne pas retarder le versement de l'acompte de la subvention destinée au FCL.

Mais que les choses soient claires : notre présence ne saurait être interprétée comme une caution. Elle est un acte de vigilance, un rappel à l'ordre. Un groupe majoritaire qui ne peut plus assurer le quorum, qui dépend de l'opposition pour fonctionner, n'a plus la légitimité pour gouverner.

Nous n'acceptons plus cette dérive institutionnelle. Les habitants de notre ville méritent mieux que cette gestion à la petite semaine, ces absences répétées, cette incapacité à porter un projet collectif. Il est temps de ne pas continuer ensemble.

**M. FORCADA :** Et votre question, c'est quoi ?

**M. PROVENT :** C'était une remarque, pas une question.

**M. FORCADA :** Comme d'habitude, ce n'est pas bien grave. On passe au vote, s'il vous plaît.  
Résultat, c'est 27 pour et une abstention. Adopté, merci.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à la majorité par 27 voix pour et 1 abstention**

**CITOYENNETÉ ET POPULATION**

## **7. Convention territoriale globale entre la commune et la CAF 2026-2030**

**M. FORCADA :** Dominique PAILHIEZ pour la suivante, s'il vous plaît, pour la Convention territoriale globale.

**Mme JOLIS-PAILHIEZ :** Bonsoir. Convention territoriale globale entre la Commune et la CAF.

La Convention territoriale globale (CTG) est une démarche stratégique partenariale qui a pour objectif d'élaborer le projet de territoire pour le maintien et le développement des services aux familles, et la mise en place de toute action favorable aux allocataires dans leur ensemble. Elle s'appuie sur un diagnostic partagé avec les partenaires concernés, pour définir les priorités et les moyens dans le cadre d'un plan d'action adapté. Elle s'appuie également sur les documents de diagnostic et de programmation que constituent les différents schémas départementaux.

Elle a pour objet :

- D'identifier, dans le cadre du diagnostic partagé, les besoins prioritaires et les besoins non satisfaits sur la commune et/ou la communauté de communes ;
- De définir un plan d'action et une programmation permettant d'identifier les champs d'intervention à privilégier au regard de l'écart offre/besoin et de développer des actions nouvelles permettant de pérenniser et d'optimiser l'offre de services existante, par une mobilisation des cofinancements ;
- De suivre la mise en œuvre du plan d'action et de mesurer les impacts du processus.

Véritable démarche d'investissement social et territorial, la CTG favorise ainsi le développement et l'adaptation des équipements et services aux familles, l'accès aux droits et l'optimisation des interventions des différents acteurs.

La CTG peut couvrir, en fonction des résultats du diagnostic, les domaines d'intervention suivants : petite enfance, enfance, jeunesse, parentalité, accès aux droits et aux services, inclusion numérique, animation de la vie sociale, logement, handicap, accompagnement social.

Sur le plan financier, la convention prévoit que les ETP des trois chargés de coopération de la CCRLCM et de la ville de Léznigan-Corbières représentent 48 000 € (montant prévisionnel).

Il est demandé au Conseil municipal :

- 1/ D'approuver la Convention territoriale globale entre la commune et la CAF pour la période 2026-2030 ;
- 2/ D'autoriser Monsieur le Maire à signer ladite convention et à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

**M. FORCADA :** Des remarques ? C'est commun avec notre Communauté de communes, bien sûr, qui prépare la convention, d'ailleurs.

On va passer au vote, s'il vous plaît.

27 pour, une abstention. Adopté, merci.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à la majorité par 27 voix pour et 1 abstention**

## **RESSOURCES HUMAINES**

### **8. Création d'un poste permanent d'architecte**

**M. FORCADA :** Dossier 8, création d'un poste permanent d'architecte.



La création de cet emploi au sein des services techniques municipaux, à compter du 1<sup>er</sup> mars 2026, est nécessaire pour mener à bien les missions de gestion interne des bâtiments de la Commune. En effet, le poste d'architecte permettra d'établir un plan d'action en matière de développement, d'entretien et de maintenance des bâtiments. À plus long terme, ce poste pourra favoriser la mise en place d'une stratégie de modernisation et de rénovation en matière de patrimoine bâti. Ce poste nécessite un fort niveau d'expertise et de technicité pour exercer les missions attendues.

Cet emploi est ouvert aux fonctionnaires relevant du grade d'Ingénieur. Il s'agit d'un emploi de catégorie A. Il pourra être occupé par un agent contractuel recruté à durée déterminée pour une durée maximale d'un an en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article L. 332-14 du Code général de la Fonction publique.

Sa durée pourra être prolongée, dans la limite d'une durée totale de deux ans, lorsque, au terme de la durée fixée au 2<sup>ème</sup> alinéa de ce même article, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'a pu aboutir. L'agent assurera les fonctions d'architecte à temps complet pour une durée hebdomadaire de service à temps plein, donc 35/35<sup>ème</sup>.

La rémunération sera basée sur la grille indiciaire de la Fonction publique territoriale et déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

- 1/ D'approuver la création d'un emploi permanent d'architecte ;
- 2/ D'autoriser M. le Maire à procéder au recrutement d'un agent qui sera affecté à cet emploi et à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération ;
- 3/ Et d'inscrire au budget les crédits correspondants.

Il convient d'en délibérer.

Des remarques ? Monsieur Thierry DENARD.

**M. DENARD :** Bonsoir à tous. Merci, Monsieur le Maire. Donc une intervention au dossier numéro 8, la création d'un poste permanent d'architecte. Cette délibération, la création d'un poste permanent d'architecte au sein de notre commune, nous interroge. Elle nous interroge, car une telle pratique n'est pas courante pour une collectivité de notre taille.

Habituellement, les communes comparables à la nôtre privilégient l'externalisation des missions ou bien la mutualisation avec d'autres collectivités, comme la Communauté de communes. Et ceci afin de maîtriser les coûts et de s'appuyer sur des compétences ciblées au gré des besoins. Ce recrutement induit un coût salarial permanent non négligeable. Il y a également un risque de sous-utilisation pendant des périodes creuses. Et puis, un architecte généraliste ne couvre pas tous les besoins. On aura peut-être besoin d'architectes spécialisés, notamment pour des travaux de VRD [*Voirie et Réseaux Divers*], de structures complexes, notamment en matière de patrimoine.

Elle nous interroge, cette délibération, car cette décision soulève une question légitime : la municipalité prévoit-elle un volume exceptionnel de projets d'aménagement ou de construction dans les mois à venir ?

Pour finir, elle nous interroge, car en fin de mandat, chaque dépense doit être justifiée par un besoin réel, avéré et transparent. Or, si je ne m'abuse, rien dans le budget primitif 2025 ne laisse présager une telle création de poste. Comment expliquer cette absence de prévision ? Comment justifier auprès des contribuables une dépense supplémentaire non anticipée, alors que les finances communales doivent être gérées avec la plus grande rigueur ?

En l'état, nous ne pouvons que nous interroger sur l'opportunité et la transparence de ce recrutement. Nous voterons donc contre cette délibération.

**M. FORCADA :** Pour vous répondre tout simplement, ce monsieur qui sera recruté remplace, ou en tout cas, succède en quelque sorte à une personne qui est partie et qui s'occupait des bâtiments. D'ailleurs, en parlant des bâtiments, rappelez-vous ce que votre groupe nous avait dit quand, en début de mandat, j'avais évoqué l'état délabré d'une grande partie de ces derniers. Vous nous aviez dit : « vous ne croyez pas qu'on allait vous laisser

une ville en bon état ? » ... *[bruits de fond]* ... Oui, c'est ce que vous avez dit... C'est ça... Ça marque, vous voyez.

Et donc, avec le travail qu'il y a à faire sur tous les bâtiments de la Ville et la mairie notamment, c'est dans un état déplorable, catastrophique même, et donc à risque. Et donc, ça nécessite plus que les moyens, aussi légers soient-ils, que vous aviez et que nous devons, nous, renforcer pour pouvoir faire face à cet obstacle, je dirais, qui est important, puisqu'il s'agit quand même du patrimoine de la Ville. Et là, vous avez fait défaut...

**M. DENARD :** ...Oui mais M. le Maire...

**M. FORCADA :** ...Il n'y aura pas de réponse. Je vais passer au vote.

**M. DENARD :** Monsieur le Maire, vous non plus, vous n'avez pas non plus effectué le travail. Pendant six ans, vous n'avez rien fait.

**M. FORCADA :** Monsieur DENARD, ça fait des décennies que vous y êtes, alors donc, ça va, on passe au vote.

*[Bruits et clameurs dans l'auditoire]*

**M. FORCADA :** Le public n'a pas à s'exprimer. Sinon, vous savez ce qui se passe. S'il vous plaît, on passe au vote.

Ça s'appelle du respect.

Allez, 16 pour, 11 contre, une abstention. Adopté, merci.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à la majorité par 16 voix pour, 11 voix contre et 1 abstention**

#### **9. Actualisation du tableau des effectifs**

**M. FORCADA :** Donc, le dossier suivant, c'est l'actualisation du tableau des effectifs. Ça va de pair. Donc il ne bouge pas, puisque de toute façon, les effectifs budgétaires étaient prévus ; et dans les effectifs pourvus, il restera un à pourvoir tout simplement.

S'il n'y a pas de questions, on passera au vote. Il y en a une.

**M. NOLOT :** Monsieur le Maire, bonsoir. Mesdames et Messieurs les Adjointes, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, chers collègues.

Très étonné de voir ce tableau des effectifs que vous nous présentez au 1<sup>er</sup> mars, puisque vous avez argumenté, fort bien d'ailleurs, pour le poste d'architecte. Je comprends que le poste est déjà prévu pour le 1<sup>er</sup> mars. Mais il me semble, sauf erreur de notre part, que ce tableau des effectifs correspondait au tableau des effectifs précédents. Permettez-moi de vous poser la question : est-ce vrai ou pas ? Merci, Monsieur le Maire.

**M. FORCADA :** Il est dans la continuité et il n'y a rien de particulier à apporter, puisque c'étaient les chiffres qui étaient prévus. Donc, il ne reste plus qu'à le modifier quand ce sera approuvé, bien entendu, pour le mettre dans l'effectif pourvu, puisque l'effectif budgétaire était déjà dans les chiffres que vous avez dans les colonnes. Nous passons au vote. Merci.

16 pour, deux contre, dix abstentions. Adopté. Merci.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré**

Approuve à la majorité par 16 voix pour, 2 voix contre et 10 abstentions

## Questions diverses

### 10. Motion de soutien pour la liberté locale et les moyens d’agir des communes proposée par l’AMF

**M. FORCADA :** Dernier dossier, vous en avez certainement pris connaissance, c’est la motion de soutien qui nous est demandée par l’Association des Maires de France pour la liberté locale et les moyens d’agir des communes. Je vais vous la lire.

« La liberté locale est la condition d’une démocratie vivante et d’une action publique efficace. Or la liberté locale, et les moyens dont disposent les collectivités pour mettre en œuvre leurs politiques à destination des habitants, sont mis à mal par un État toujours plus centralisateur, qui ne se réforme pas. Ce centralisme, qui éloigne la décision et l’action publiques des citoyens, est pourtant l’une des causes des problèmes du pays, y compris des finances publiques.

À l’occasion du 107<sup>ème</sup> Congrès des Maires, l’Association des Maires de France et des présidents d’intercommunalité a lancé un appel à la liberté locale, à partir de principes qui en garantissent l’effectivité, ainsi que de propositions concrètes.

La Commune de Lézignan-Corbières partage ces propositions pour redonner immédiatement du pouvoir d’agir aux communes et intercommunalités, par :

- La libre administration des collectivités. Elle implique de renoncer à toute tutelle de l’État ou d’une autre collectivité ;
- L’autonomie financière et fiscale, donc la compensation intégrale des compétences transférées et la redéfinition des ressources propres qui doivent être prépondérantes dans les ressources des collectivités ;
- La subsidiarité, qui confie par principe à l’échelon le plus proche du citoyen le pouvoir de décision.

Pour les communes, la subsidiarité implique la protection de la clause de compétence générale. Le respect de la subsidiarité exclut également toute « différenciation » des compétences entre collectivités d’une même catégorie. La commune de Lézignan-Corbières s’oppose à toute mesure qui contreviendrait à ces principes fondamentaux.

Par ailleurs, pour retrouver du pouvoir d’agir immédiatement, la Commune soutient les propositions de l’AMF sur :

- Le pouvoir réglementaire local, pour adapter les textes aux réalités locales et alléger le poids des normes nationales ;
- Un moratoire sur toute nouvelle contrainte qui réduirait les moyens d’action des communes ;
- Une réduction des normes et un allègement des procédures inutilement complexes et coûteuses, notamment en termes d’urbanisme et de commande publique, afin de débloquer les projets. Faire un projet devrait être plus simple, plus rapide et moins onéreux en 2025 qu’il y a 20 ans, et pourtant, c’est l’inverse qui se produit.

Enfin, le pouvoir d’agir implique des moyens. L’État doit tenir sa parole. Dans le projet de budget présenté pour 2026, cela impose :

- La suppression du DILICO (Dispositif de Lissage conjoncturel des recettes fiscales des Collectivités territoriales), qui ne devait être instauré que pour un an, mais qui serait finalement reconduit et aggravé. Le DILICO a été instauré par la loi de finances pour 2025 afin d’assurer les prélèvements obligatoires sur les collectivités et aider au redressement des finances publiques.
- La suppression de la réduction de la compensation des impôts économiques supprimés, qui avait pourtant été annoncée comme garantie « à l’euro près » ;
- La suppression des modifications du Fonds commun de TVA, qui doit demeurer un remboursement ;

- La suppression des coupes budgétaires envisagées dans la mission Outre-mer ;
- La suppression du gel de la DGF (la Dotation globale de financement) et des baisses de crédits dédiés aux collectivités ;
- La suppression de l'augmentation des cotisations CNRACL, qui n'est pas le seul moyen de rétablir son équilibre financier.

Les communes et intercommunalités ont démontré leur solidité au cours de ce mandat face à toutes les crises. Notre nation a besoin d'un État fort sur ses missions essentielles et des communes libres. À l'heure où le pays traverse une nouvelle crise politique et budgétaire, il est urgent de régénérer l'action publique et la démocratie par la liberté locale et la confiance ».

Il est demandé au Conseil municipal de se prononcer sur cette motion.

On va la voter. S'il vous plaît.

24 pour, quatre abstentions. La motion est adoptée.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à la majorité par 24 voix pour et 4 abstentions**

**M. FORCADA** : Et la séance est levée. Je vous remercie. Bonne soirée à tous.

**Monsieur le Maire lève la séance à 19 h et 03 minutes.**

Il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir approuver le procès-verbal de la séance du 26 janvier 2026.

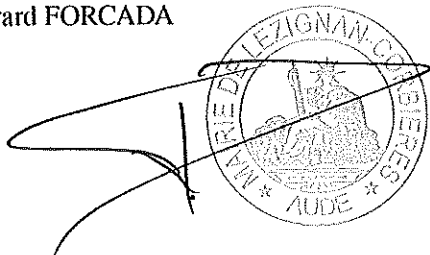
**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité sans question ni observation**

Procès-verbal établi et clos le 24 février 2026

Et ont les membres présents signé après lecture ainsi que M. le Président,

Pour extrait certifié conforme :

**Le Maire**  
**Gérard FORCADA**



**Le secrétaire de séance**  
**William COMBES**

